Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

23 AU 29 JANVIER 1992

N° 855

10, 00 F

Avec Cresson c'est l'exclusion

Paris
Samedi 25 janvier 1992
15 h 30
Manif. Bastille-Nation
contre l'exclusion
et le racisme

Rendez-vous des militants et sympathisants anarchistes à l'entrée de la rue de la Roquette, à Bastille.

A propos de la crise, le mot « morosité » est lâché. Les anarchistes, eux, à la morosité ambiante préfèrent répondre en revendiquant et en s'activant pour la justice sociale et le triomphe des libertés. Rien ne sert de gémir et de défiler à l'occasion pour se donner bonne conscience. C'est chaque jour qu'il faut agir !

TOUT le monde s'accorde sur le constat : la montée des « idées » d'intolérance. La droite bon chic et la gauche bien pensante s'en inquiètent. La droite s'interroge. La gauche se mobilise. Et Le Pen compte les points. L'horizon électoral est l'occasion des surenchères. Dans la confusion ambiante, c'est le dérapage verbal : « seuil de tolérance », « charters », « mauvaises odeurs », « droit du sang », « zones de transit pour les étrangers »... Personne n'y échappe. Le virus gagne. Il n'y a plus de séparation gauche-droite. Dans le pays des droits de l'homme, la connerie est devenue reine. Dix années de « socialisme », des décennies de stalinisme, le capitalisme comme seule idéologie indépassable... Bilan des courses : le retour des culs-bénis et des fachos.

Côté vie quotidienne, là aussi, tout le monde est d'accord : chômage et misère sociale. Retour aux années 30. On reparle des « 200 familles », propriétaires du pays. On n'envisage plus de réduire le chômage mais de le « contenir ». Trois, quatre millions de chômeurs, voire plus (en tenant compte des précaires et autres stagiaires de la reconversion ou de la « réinsertion »...). Les jeunes des banlieues et les « nouveaux pauvres » ont remplacé les « classes dangereuses » dans l'imaginaire bourgeois (associés, pour l'heure, à l'étranger, ce sont les images : pauvre, jeune et immigré !). L'imaginaire de supermarché, la pensée-café du commerce tiennent lieu d'utopie. C'est l'info-spectacle, le culte du chef, le psychanalyste pour les classes moyennes et l'ANPE pour les autres. L'air du temps, c'est l'asphyxie du repli sur soi, la sphère du privé, le retour au religieux, au chacun chez soi. C'est « les imbéciles heureux qui sont nés quelque part », la pensée couches-culotte...

Pour y remédier, pour en finir avec cette « morosité » (c'est une formule de Tonton !), on retrouve, fidèles au poste, les indéboulonnables « sauveurs ».

Il y a les fachos, les fervents du sauveur suprême, les partisans d'une « France propre », de la « France aux Français », bref, les purs et durs. Ceux qui en ont !

Il y a les cathos, les accros de l'hostie, les amateurs de sauveur, version transcendentale. Messe le dimanche, et lundi au boulot !

Il y a la Gauche (avec un grand G), les « mamoureux » de messes pré-électorales, les fondus du bulletin de vote. Vous verrez, on fera mieux la prochaine fois. Les masos, qui en redemandent tous les cinq ou sept ans, prêts à « s'isoler » (version « isoloir ») si on leur dit que les fachos sont aux portes du pouvoir.

Il y a enfin, la droite, la « vraie », celle qui a gouverné. De Gaulle, Pompidou, Giscard, Chirac... Celle qui a peur de la « chienlit » et des « mauvaises odeurs », la version soft du sauveur suprême.

Tous ces sauveurs potentiels sont, à nouveau, au rendez-vous.

Ni dieux ni maîtres ni sauveurs

Ce 25 janvier, c'est le « peuple de gauche » qui ouvre le bal. Sincère, mais peut-être, une nouvelle fois naïf de penser que l'on pourra combattre les inégalités que par la réforme et, ou le bulletin de vote. Naïf, de croire que l'on se débarrassera de Le Pen ainsi.

Depuis des années, les anarchistes le clament : on n'en finira définitivement avec les religieux et les fachos, avec les inégalités économiques et sociales que si ensemble on se donne les moyens de réfléchir autrement, et d'agir en conséquence. Cela passe par l'abandon des croyances de toutes sortes, la fin de la délégation de pouvoir telle qu'elle fonctionne dans nos sociétés dites démocratiques, le rejet d'un système économique fondé sur le profit... En quelques mots, et sans en faire une recette toute faite, qui reviendrait à fonctionner comme tous les autres « sauveurs », on n'en finira vraiment avec Le Pen et toutes les injustices qu'en construisant un socialisme libertaire. Celui-ci ne pourra pas être un nouveau dogme ni un nouveau catéchisme, mais une pensée en action basée sur l'entraide, la justice et la liberté.

Alain Dervin
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

Dossier « Antifascisme »
P. 4 & 5

Interview de Benjamin Stora à propos de son livre sur la guerre d'Algérie, « La Gangrène et l'oubli »
P. 8

ECONOMIE

Le gouvernement fabrique des chômeurs

Fiasco sur toute la ligne en matière économique, tel est le bilan des années Mitterrand, tiré par notre camarade Philippe Boursier, pour qui les gouvernements socialistes aux affaires ont vite appris de la droite libérale en multipliant les laissés-pour-compte du système.

NOTRE compagnon Philippe Chailan rappelait récemment dans ces colonnes (1) comment la relance Mauroy de 1981 avait buté sur l'internationalisation grandissante de la production et des échanges capitalistes. Dès 1982-1983, les socialistes se convertissaient à la politique d'austérité, rebaptisée « rigueur » (2), qui, depuis quinze ans - exception faite de la parenthèse de 1981 - n'a cessé d'encadrer les orientations économiques des gouvernements successifs. Cette politique d'inspiration clairement monétariste qui, outre-Atlantique, fit avec l'administration Reagan la preuve de sa vacuité, peut se résumer en quelques axes très simples : priorité absolue à la réduction de la masse monétaire en circulation et à celle du déficit budgétaire, l'objectif à moyen terme étant de terrasser le dragon de l'inflation.

L'argumentaire en faveur de la « désinflation compétitive » martelé par les dirigeants socialistes est d'ailleurs connu depuis longtemps, puisqu'il est l'exacte réplique de ce que préconisait jadis le docte Raymond Barre. Moins d'inflation en France qu'à l'étranger - c'est-à-dire plus trivialement des salaires moindres - ce sont des prix de revient inférieurs à ceux des principaux partenaires commerciaux du pays, une compétitivité-prix retrouvée et, à terme, une croissance tirée par les exportations. Mais les résultats de cet assujétissement aux dogmes libéraux sont loin d'être probants. Le bilan économique des années Mitterrand tourne au fiasco : les formidables coûts imposés aux classes populaires tant sous forme de chômage, de précarisation ou d'érosion du pouvoir d'achat, loin de redresser le système productif l'ont, au contraire, passablement sinistré.

« Le bilan économique des années Mitterrand tourne au fiasco... ».

Les enchaînements macro-économiques qui ont précipité cet échec étaient d'ailleurs prévisibles. Ainsi, le ralentissement forcé de la demande intérieure a pesé négativement sur l'investissement productif, entraînant un recul de la compétitivité des produits *Made in France*, notamment dans le domaine industriel. A cet égard, la dernière décennie a sensiblement accéléré des tendances antérieures : en 1980, le solde des produits manufacturés était excédentaire de 100 milliards de francs ; dix ans plus tard, la même balance accuse un déficit de 60 milliards de francs ! De fait, l'industrie française n'a pas cessé de perdre du terrain face à ses principaux concurrents des pays industrialisés (l'Allemagne, mais également l'Italie)

(suite p. 2)

T2137 - 855 - 10,00 F

le gouvernement fabrique des chômeurs

suite de la « une »

même si cette dérobade a été en partie masquée par les économies réalisées sur le coût de l'énergie. Et les évolutions récentes ne sont nullement de nature à renverser cette tendance à la « tiers-mondisation » de cette structure des échanges extérieurs français (déficit industriel, excédent sur les produits de base et le tourisme) : pour 1991, selon l'INSEE, l'investissement industriel devrait chuter d'environ 9% en volume !

Cette paralysie de l'investissement productif ne saurait être imputée à la faiblesse des profits. Sous l'impulsion des socialistes, la part des profits dans la valeur ajoutée est passée de 8 à 12% entre 1980 et 1990, tandis que celle des salaires chutait de cinq points ! La « gauche » a réussi là où Raymond Barre avait échoué. Face à un mouvement ouvrier à marée basse, les socialistes ont pu imposer la désindexation des salaires sur les prix et le démantèlement systématique de la fiscalité du capital. Sur ce point, le budget 1992 parachève la vassalisation du gouvernement aux intérêts capitalistes dominants. La création d'un taux unifié de l'impôt sur les profits à hauteur de 34% revient en effet à réduire pour la énième fois l'impôt sur les sociétés et celui sur les profits distribués. Cette dernière mesure va d'ailleurs se traduire par une amélioration de 13% du rendement après impôt des actions ! Rarement, un gouvernement ne fit preuve d'une telle sollicitude à l'égard du CNPF et de ceux qui « gagnent de l'argent en dormant ».

La faiblesse de l'investissement sur le territoire s'accompagne d'un puissant mouvement de délocalisation des firmes dans la perspective du « grand marché » de 1993. En 1989, les investissements français à l'étranger représentaient 115 milliards de francs contre 13 milliards dix ans plus tôt. Et la politique économique actuelle témoigne du ralliement des socialistes à cette partie de la classe dominante française qui possède une fraction du capital international.

L'Acte unique, en faveur duquel les dirigeants politiques français ont si activement milité, épouse étroitement les intérêts des firmes géantes, lancées à la recherche d'économies d'échelle et de nouveaux marchés dans une Europe de plus en plus libéralisée et déréglementée. Par ailleurs, l'acharnement gouvernemental à faire de Paris la place financière la plus rentable de la planète permet aux firmes multinationales françaises de financer leurs délocalisations en captant une part accrue de l'épargne mondiale. Car si l'Hexagone accuse un déficit commercial chronique, sa compétitivité financière, en revanche, n'est plus à démontrer. A coups de désinflation brutale, d'innovations coûteuses en matière de produits financiers et de taux d'intérêts réels prohibitifs, le marché financier français est devenu à la fois « *le plus rémunérateur, le moins soumis à la réglementation et le plus sûr du point de vue de la liquidité* » (3) . En d'autres termes, une part croissante de la richesse du pays sert à payer au prix fort des placements financiers spéculatifs internationaux.

« Pis, cette politique de pourboires royaux [...] n'a nullement accru la marge monétaire du pays... ».

Bien entendu, les taux d'intérêts pratiqués renchérissent le coût de l'endettement public. Singulier paradoxe, à une époque où le tandem Bérégovoy-Charasse s'entête à réduire le déficit budgétaire. Rarement, la dette de l'Etat n'aura coûté si cher aux contribuables. Pis, cette politique de pourboires royaux distribués aux financiers internationaux n'a nullement accru la marge d'autonomie monétaire du pays au sein du Système monétaire international (SMI). Ainsi, arguant de la bonne santé des finances publiques, le génial gestionnaire de Bercy annonçait le 17 octobre dernier la baisse d'un quart de point du taux directeur de la Banque de France, la manœuvre étant censée illustrer la déconnexion des taux français et allemands. Un mois plus tard, l'affaissement du dollar a gonflé les placements sur le mark, obligeant du même coup les autorités monétaires françaises à relever leur taux de 0,5 point. Autant dire qu'en dépit des coupes budgétaires et des sacrifices imposés au monde du travail, la politique monétaire française demeure à la remorque des arbitrages réalisés à la Bundesbank.

« *La décennie 1981-1991 devait être celle des travailleurs, elle aura été celle des financiers* », écrivait Denis Clerc dans la revue *Alternative économique* (4). Toute la politique économique de Pierre Bérégovoy s'est donnée pour mission de ne jamais désespérer la Bourse. Et les chiffres dans ce domaine sont particulièrement éloquents : de 1980 à 1990, les dividendes distribués ont été multipliés par deux. Jamais l'économie-casino ne connut une telle flambée. Est-il besoin d'ajouter que ces orientations économiques qui font le bonheur des rentiers ont un coût dramatique pour le monde du travail ? Car le pendant social de la désinflation, de taux d'intérêt ruineux et de dividendes généreux sont la réduction des salaires, la dualisation du marché du travail et le chômage de masse. Et comment ne pas voir que l'extension du chômage a, de fait, contribué à parvenir au résultat escompté : le rétablissement des profits, en exerçant une pression à la baisse sur les salaires ?

« Bérégovoy s'est donné pour mission de ne jamais désespérer la Bourse. ».

L'outrance n'est jamais souhaitable en économie. Mais force est de constater que les socialistes ont délibérément sacrifié l'emploi sur l'autel du « franc fort ». Exit la réduction du temps de travail, la création - ô combien urgente ! - d'emplois dans la Fonction publique, et toute politique volontariste de relance industrielle. Le budget 1992 confirme avec éclat que l'horizon officiel de l'économiquement pensable se réduit à quelques platitudes puisées dans l'abondant vivier de l'orthodoxie libérale. Alors même que le déficit budgétaire français est l'un des plus faibles des pays de l'OCDE et que le ralentissement de la croissance menace de gonfler encore la masse des chômeurs, que dit le gouvernement Cresson ? Il faut é-co-no-mi-ser dans le but, inavoué, de préserver la respectabilité du capitalisme français. Retour donc à une politique à la Pinay aussi stupide qu'inégalitaire et dangereuse, car l'indifférence du pouvoir au problème central du chômage de masse grossit jour après jour la foule des déclassés, des exclus et des désespérés, qui, faute d'alternatives suffisamment visibles, constitue une clientèle virtuelle pour les démagogues de l'extrême droite.

Philippe Boursier
(gr. Socialiste libertaire de Lille)

(1) « Ici et maintenant : du projet au programme », Philippe Chailan, in *le Monde libertaire* n° 846, 15 au 21 novembre 1991.
(2) Pour une analyse détaillée des contraintes et des logiques du marché politique qui provoquèrent le reclassement des socialistes, cf. « L'effacement socialiste : mots et symboles », Willy Pelletier in *les Œillets rouges* n° 1, 1986.
(3) Cf. *Alternatives économiques*, « Les chiffres de l'économie 1991 ».
(4) *Alternatives économiques* de juin 1991.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Genneviliers
Dépôt légal 44 145 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Débat de la librairie La Plume Noire

« Ecologie... ou écofascisme ? »

Samedi 15 février à 16 h, avec Philippe Pelletier.

La Plume Noire
15, rue Rivet, 69001 Lyon.

le monde libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.
FAX : 49.29.98.59.

Bulletin d'abonnement

Tarif

		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 35 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 95 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 170 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 290 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal .....Ville .....
Pays .....
A partir du n° .....(inclus).
Abonnement de soutien ❑
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑ Autre ❑
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

EDITORIAL

Gauche, droite... nous avons tout essayé en matière de pouvoir politique, ceci sans jamais connaître de résultats satisfaisants. Et aujourd'hui, constatons que nous tournons en rond, sans aucun ressort créatif pour sortir de la crise économique.

« *La voie tracée par Proudhon, il y a près d'un siècle et demi, prônant l'autogestion, le fédéralisme, l'entraide et le pluralisme semble être la seule qui ait quelque chance de nous sortir de l'ornière.* » (*dixit* Edward Sarboni, in *Itinéraire* n°7). Que ces paroles sonnent juste, et comme nous aimerions qu'elles soient prises un peu plus souvent en compte par celles et ceux qui se désespèrent de voir « les lendemains qui chantent » reportés sans cesse aux calendes grecques !

Cependant, les idées socialistes libertaires énoncées par Proudhon et ses successeurs ne peuvent souffrir de l'adhésion par dépit des déçus du « socialisme » tontonnesque ou moscoutaire. L'anarchisme n'est pas le dernier refuge pour les désabusés à qui, depuis des lustres, nous répétons que prendre des vessies pour des lanternes n'a que trop duré.

Ils ont cru à tout, ces pauvres électeurs de gauche. A l'Algérie benbéliste, au castrisme, au guévarisme, au maoïsme, à l'oncle Hô Chi Minh et aux khmers rouges. Puis, ils ont cru à Gorbatchev, à sa perestroïka, à Lech Walesa et à son syndicat noyauté par le clergé polonais. Et désormais que reste-t-il des illusions perdues de la gauche ? Finkelkraut, l'un de ces nouveaux philosophes à la Bernard-Henry Lévy ou à la Glucksman proches d'un libéralo-socialisme élyséen, se veut le nouveau chantre de la cause croate. Finkelkraut-Romain Marie : même combat ! Drôle de parcours, que celui qui conduit du maoïsme post-soixante-huitard des années 70 à la défense de l'Occident chrétien des années 90 (catholique, en l'occurrence) au côté des tenants de l'intégrisme.

Les sacro-saints droits de l'homme, mêlés à la sauce du nouveau droit international, dont on a vu les ravages lors de la guerre du Golfe, servent à masquer des complicités bien étranges.

Les modes passent. La Havane, c'est devenu d'un ringard ! Seul Jean-Edern Hallier ose encore aller y fumer un bon cigare avec Castro. Zagreb, voilà le top des maîtres-penseurs. Le dernier lieu où l'on cause dans les salons à la mode. Entre deux bombardements, le casque sur la tête, on sort d'un bunker pour la photo-souvenir, celle que l'on sera fier d'exhiber lors des réceptions à Neuilly-sur-Seine. Remarquez, Kouchner, cet autre tenant de la gauche-caviar, ministre de surcroît, fait de même. Alors pourquoi se gêner ? Partons embrasser la cause d'un Franjo Tudjman. Un homme sorti du sérail communiste, qui s'est bien vite reconverti en nationaliste croate bon teint. Nous disons « bon teint », comprenez blafard. Car le nationalisme, qui fait mine d'avancer ses pions, n'a rien d'autre qu'un aspect putride.

Entre les affaires et la guerre, le « socialisme » à Tonton sent rudement mauvais. A force d'emboucaner, il discrédite les vraies valeurs du socialisme, que l'on n'ose émettre, et qui pourtant devraient revenir sur l'avant-scène, à savoir : solidarité, entraide, liberté, autogestion, internationalisme, émancipation, justice économique et sociale, égalité...

Celles et ceux qui n'ont rien de timides déçus d'un socialisme inexistant en l'état actuel des choses ont tout intérêt à regarder sur la marge libertaire. De celle-ci naîtra le monde nouveau, encore faut-il s'en donner les moyens. Râler, c'est bien, mais agir, c'est mieux ! Agir, dès maintenant, ici et ailleurs... partout !

Notre avenir est entre nos mains, pas entre celles des politiciens.

Points de vue sur l'anarchie

La Fédération anarchiste invite ses sympathisants à un cycle de conférences-débats qui présenteront les thèmes essentiels de la pensée et de l'action anarchistes. Ce cycle permettra à chacune et à chacun d'exprimer ses visions par rapport à l'anarchie, son parcours militant éventuel, ses attentes ou ses propositions. Il est conçu comme un ensemble cohérent et il est souhaitable de s'engager à participer à l'ensemble des soirées proposées. Les militantes et militants qui animent ces soirées partageront leurs expériences avec les participants de la série (ou du jour), selon les disponibilités personnelles.

• **Mardi 28 janvier 1992 :** « L'anarchisme et le monde du travail : méthodes d'intervention, pratiques d'actions directes ».

• **Mardi 4 février 1992 :** « Les luttes spécifiques : à partir des luttes des femmes ».

• **Mardi 11 février 1992 :** « Pourquoi et comment lutter aujourd'hui ? Comment s'organiser ? Comment est organisée la Fédération anarchiste ? ».

Ces thèmes sont des propositions qui pourront être discutées et précisées, en particulier si un groupe régulier se constitue lors de la première soirée.

Ces conférences ont lieu à **20 h 30** au local du groupe **Louise-Michel, 10, rue Robert- Planquette (impasse dans la rue Lepic), Métro Abbesses ou Blanche, 75018 Paris**.

LIBRAIRIE
DU MONDE LIBERTAIRE
145, rue Amelot
(M° Oberkampf), 75011 Paris

Remises de 10 à 40% sur une centaine d'ouvrages.

Sur Radio-Libertaire (89.4) écoutez chaque samedi de 11 h 30 à 12 h 30 « Chroniques rebelles »

RELIGIONS

Charlatanerie et blagues lamentables

La branche française de l'Eglise de scientologie a été l'objet d'un coup de balai judiciaire. Douze dirigeants et membres actifs de cette secte (1) ont été inculpés d'escroquerie et d'exercice illégal de la médecine. Son président l'avait été quelques jours auparavant. Depuis longtemps, ceux qui luttent contre les manipulations mentales auxquelles se livrent les sectes avaient attiré l'attention sur celle-ci, l'une des plus dangereuses. Fondée par un auteur de science-fiction américain, L. Ron Hubbard, elle prône un système philosophico-religieux fumeux et totalement débile. Adhérer à cette Eglise - si s'en est une - oblige le novice à régler les services proposés en espèces sonnantes et trébuchantes, et ils ne sont pas donnés !

La justice donnait suite aux plaintes déposées par deux ex-adeptes, qui se plaignaient de s'être fait dépouiller de plusieurs millions de francs, pas moins.

Cet épisode rocambolesque met en lumière un phénomène inquiétant, celui des sectes. Il est inquiétant de voir combien elles méprisent et nient l'individu - celui-ci leur fait peur, sans doute. Tout est fait pour convaincre le novice qu'il est indigne, inapte, et que, hors de la secte, point de salut pour lui. Les sectes repèrent une faille psychologique chez lui, enfoncent un coin... et enfoncent le novice qui se sent de plus en plus mal et a de plus en plus besoin de la secte. Quand il est complètement pris au piège, il lui est très difficile d'en sortir - et de s'en sortir ! - car les sectes font le vide autour de leurs adeptes, toute parole extérieure étant potentiellement dangereuse, puisque non conforme. Ainsi, les Témoins de Jéhovah, pour ne citer qu'eux, s'interdisent tout contact avec les Gentils - nous en l'occurrence - sauf au travail ainsi qu'à des fins de prosélytisme. Sortir de la secte revient donc à couper les ponts avec tous ses coreligionnaires, ce qui, psychologiquement, est difficile à assumer (2).

Les sectes témoignent d'une (triste) époque déboussolée, où les charlatans ont fâcheusement la faveur de beaucoup. Charlatan qu'un Le Pen, qui clame *urbi et orbi* que la France est malade des étrangers, tel la sainte Jeanne boutant l'Anglais hors de France ; il se comporte comme le docteur Diafoirus du *Malade imaginaire* de Molière, prompt à donner du clystère et de la saignée (*purgare et saignare*, vous vous souvenez ?) pour occulter son ignorance. Les élucubrations xénophobes de Le Pen relèvent de la charlatanerie en tant qu'elles constituent de mauvaises réponses à de fausses questions car il n'est pas de problème de l'immigration.

« Les sectes témoignent d'une (triste) époque déboussolée, où les charlatans ont fâcheusement la faveur de beaucoup. »

Charlatans encore que ces sectes diverses et variées qui infantilisent l'individu (il suffit de feuilleter la littérature des Témoins de Jehovah pour constater dans quelle puérilité baignent ces gens) et prétendent détenir, et eux seuls, *la* solution aux problèmes de chacun. Invoquer des réponses surnaturelles aux difficultés de la vie quotidienne ne peut mener qu'à une impasse car, de toute façon, le réel, tôt ou tard, ne manque pas de se rappeler aux bons souvenirs de ceux qui souhaitaient le fuir et le nier. Il le fait d'ailleurs d'autant plus violemment qu'il a été honni et occulté avec véhémence.

Ceci vaut également pour les sectes fondamentalistes du tiers monde, lesquelles mènent leurs ouailles à la catastrophe en copiant un passé irréel parce que largement mythifié (n'est-ce pas, Messieurs les partisans du FIS algérien ?) même s'ils déclarent islamiser (ou christianiser, pour les traditionnalistes) la modernité. Pari impossible que le leur.

Pour terminer, il est courant d'entendre dire que l'Eglise catholique n'est qu'une secte qui a « réussi » (sous-entendu : à s'imposer par rapport aux autres). Il est particulièrement frappant de constater que les communautés charismatiques jouissent des faveurs du Vatican. Celles-ci, très actives, regroupent des individus de tous horizons, qui se réunissent pour invoquer l'Esprit Saint, prier, parler en langues, autant de pratiques d'illuminés qui montrent que l'Eglise catholique sait profiter de ce phénomène, qui s'apparente à celui des sectes, et le canaliser.

En outre, toutes ces sectes et églises, prétendant accéder à l'universel, s'enlisent dans les arguties. Ainsi, les catholiques s'entre-déchirent pour des questions liturgiques puériles, notamment sur l'Eucharistie. Du feu ardent de la foi, il ne reste que des cendres. Tout n'est pas perdu, puisque les comptes en banques sont remplis de fonds qui ne sont pas une manne céleste. Dieu reconnaîtra ses sous !

Henri Morrier

(1) « Secte » au sens de groupe religieux prétendant représenter la seule voie de salut. En ce sens, l'Eglise catholique n'en est plus une, puisque depuis une vingtaine d'année elle reconnaît le baptême octroyé hors de ses rangs, à la condition expresse qu'il ne soit pas anti-trinitaire. Il serait naïf d'en conclure qu'elle a renoncé à évangéliser le monde.

(2) Il existe aux Etats-Unis une organisation calquée sur les Alcooliques anonymes, appelée *Anonymous Fundamentalists*, qui aide ceux qui parviennent à sortir des sectes protestantes.

Echos de presse

Semaine active dans les médias : Algérie, fausses factures, anniversaire de Tempête du désert, Croatie toujours, Eltsine encore... Morceaux d'anthologie (ça changera).

D'abord, quelques nouvelles de la presse. Tout va mal pour *Politis*, il va se transformer en bulletin hebdomadaire, mais sera encore en vente dans les kiosques. Côté petit nouveau, il faut signaler un nouvel hebdo, *L'Impertinent*, où tout le monde en prend pour son grade : Dorothée, Le Pen, Fabius... Enfin, personne n'est épargné ! Dans le n°7 du 16 janvier on peut ainsi lire : « *Fabius s'en va, les caisses de l'Assemblée respirent !* ». Décidément, le PS a des problèmes d'argent... D'une manière générale, télés, radios, journaux, les grands outils de communication n'ont pas la côte. C'est ce qu'affirme un dernier sondage commandé à la SOFRES par *la Croix* et *Télérama*. 50% des sondés pensent que : « *Les choses ne se sont pas passées comme le journal les raconte* ». « *Seuls 33% croient* » à l'indépendance des journalistes vis-à-vis des pouvoirs et de l'argent (propos volés dans *Libération* du 15 janvier). Ça fait beaucoup de sceptiques !

Mais revenons à l'actualité de la semaine passée ! Grâce à *Libé* du 13 janvier, à propos des écolos, on a appris l'existence « *d'une ligue contre les parents militants* ». Association dont les statuts ont été déposés à la préfecture du Jura par la fille de Dominique Voynet, nouvelle porte-parole des Verts. Espérons que les graines d'anars n'en feront pas autant, sinon *le Monde libertaire* ne paraîtra plus !

Plus sérieux et inquiet, *le Monde* du 14 janvier, a consacré sa page « Débats » à un entretien avec Pierre Bourdieu, notre éminent sociologue hexagonal. Celui-ci affirme : « *Dix ans de pouvoir socialiste ont porté à son achèvement la démolition de la croyance en l'Etat.* » Il ajoute : « *Il n'y a pas de démocratie effective sans vrai contre-pouvoir critique.* » Dommage qu'il n'ait pas lu Bakounine ou quelques autres, il aurait été plus radical, car pour le constat qu'il dresse de la société et de la vie politique, on ne peut être que d'accord avec lui. « *Il est urgent de créer les conditions d'un travail collectif de reconstruction d'un univers d'idéaux réalistes capable de mobiliser les volontés sans mystifier les consciences.* » C'est sa conclusion et là, effectivement, on est d'accord !

Toujours dans *le Monde*, celui du 18 janvier, Jean-Marie Colombani se penche sur « Les partis, le pouvoir et l'argent ». Il identifie quatre « *sources principales d'affaires* » et de « *corruption* » : « *L'explosion de la Bourse, l'immobilier, la Loi Royer* (à l'origine de trafics d'influence) *et la décentralisation* (qui permet des jeux financiers) ». Dommage, encore, qu'il n'ait pas lu... allez, Louise Michel (pour changer), il aurait compris que « *tout pouvoir est maudit* ». Mais il n'est pas trop tard !

Enfin, *Mordicus* n°7 du mois de janvier vient de sortir. Il coûte 20 francs, mais, un vrai « mordicant » ne l'achète pas... il le vole à son kiosquier. Fidèle à lui-même, ou presque, l'édito est « ensaignant » :

« *... Aux yeux des prolos xénophobes d'Occident, les immigrés sont le reflet de ce qu'ils craignent de* devenir, *mais qu'ils sont pourtant déjà : des miséreux, rongés par le ressentiment et impuissants à jouir des richesses qu'ils produisent.*

Les « socialauds » en mal de manœuvre électorale, les antiracistes pêcheurs de voix, les politiciens « fachoïdes », qui n'ont pas oublié que Hitler avait gagné les élections, ont tous intérêt à ce que le sentiment d'étrangeté radicale, où l'économie plonge le pauvre, se déguise en haine de l'étranger [...].

Avec l'aide des médias, qui brandissent systématiquement l'épouvantail de l'invasion et celui du fascisme, la régression a encore de beaux jours devant elle. Car les maîtres savent que les esclaves seraient autrement redoutables s'ils se décidaient à critiquer la nature même des richesses qu'on leur fourgue. Les débordements ainsi engendrés risqueraient de saper les fondements d'une liberté en toc dont le symbole est l'isoloir. » Qu'on se le dise !

A. D.

Communiqué

Le 25 janvier aura lieu, place de la Bastille, une manifestation « Contre le racisme et pour l'égalité des droits » à l'appel des partis et associations de gauche.

Etant donné l'importance et la gravité du sujet, il va sans dire que nous serons au rendez-vous, mais nous tenons à dénoncer ce jour-là les responsabilités de la gauche au pouvoir, qui dénonce Le Pen tout en ayant favorisé son émergence politique, et qui a intégré une partie de ses idées dans sa politique gouvernementale, comme les partis de droite l'ont fait dans leur programme. De ce fait, elle participe elle-même non seulement au racisme par ses lois discriminatoires (double peine pour les immigrés, centres de rétention, expulsés des déboutés du droit d'asile), mais aussi au renforcement des inégalités sociales et économiques (tant en France qu'en Afrique) par sa politique de plus en plus impitoyable envers les couches les plus vulnérables de la population.

C'est pour cette raison que nous appelons à manifester dans un cortège bien distinct de l'ensemble de cette manifestation, dont le rôle est aussi de remobiliser un électorat de gauche démotivé.

Nous vous donnons rendez-vous à 15 h, à l'angle de la rue de la Roquette et de la place de la Bastille.

Fédération anarchiste

SCALP

Artisan de la contre-offensive

Ça n'est pas la peine de rabâcher les « petites phrases » de la droite classique ou de la gauche pour constater le phénomène : l'ascension de l'extrême droite en France.

En effet, elle est présente dans les discours politiques, dans la rue, par les affiches sécuritaires de plus en plus nombreuses (comme celles de l'UDF et du RPR pour la campagne des élections régionales). Mais aussi, et c'est plus grave, par les intentions de vote pour les futures élections présidentielles.

Bien sûr, nombre de démocrates sincères s'insurgent dans les éditoriaux des magazines, des journaux ou dans les émissions télévisées, mais tous déplorent la difficulté de contrer cette montée d'intolérance.

Pourquoi un tel fatalisme ?

En effet, il est inefficace de crier au secours dans un moment de panique, pour finalement penser à autre chose et baisser les bras devant le fascisme renaissant.

Au quotidien, il est vrai que rien ou presque n'est fait contre l'extrême droite par les partis politiques ou par certaines associations humanistes ultra-médiatisées. A part un concert tous les ans, ou une mobilisation ponctuelle à l'occasion d'une manifestation, comme par hasard fort proche des élections.

Pourtant, sur le terrain, depuis la montée flagrante de l'extrême droite, révélée pour le plus grand nombre lors de l'élection à Dreux d'un conseiller municipal Front national, Jean-Pierre Stirbois, seul un mouvement alternatif radical a essayé de relever le défi et de lutter concrètement contre la gangrène fasciste : le SCALP (Section carrément anti-Le Pen ou Section contre-attaque à la peur) depuis sa création en 1984 à Toulouse, et ceci jusqu'à la création en 1988 de la Coordination nationale antifasciste (CNAF), regroupant de nombreux SCALP des grandes villes de province, ainsi que des groupes antifascistes radicaux indépendants, beaucoup de travail a été fait, bien que le mouvement ait connu des hauts et des bas. Notamment des bas, depuis que la vague rock alternatif est passée, mais il a au moins le mérite d'exister.

Le SCALP mène une action au quotidien dans les quartiers, les grands ensembles, lors des grands rassemblements antifascistes... Il s'oppose à l'extrême droite à chaque fois que Le Pen tente de montrer le bout de son nez. Cela peut sembler peu, mais dans cette période de fatalisme ambiant, c'est déjà beaucoup.

Manuel
(groupe de Rouen)

RASSEMBLEMENT

Contre tous les fascismes le 25 janvier à Toulouse

Le groupe Albert-Camus de la Fédération anarchiste de Toulouse vous invite à participer, avec l'union locale CNT, à un rassemblement-rencontre, qui aura lieu ce samedi 25 janvier à 15 h, place Arnaud-Bernard.

Ce sera l'occasion de marquer notre opposition active à une extrême droite qui étend toujours plus son influence nauséabonde à l'ensemble de la société.

La misère, c'est bien connu, engendre le racisme et le fascisme... Les politiciens de tous bords, et notamment ceux du Parti socialiste, cela aussi est bien connu, se moquent bien de la misère des autres et l'utilisent même à des fins électoralistes...

Au moment où le communisme autoritaire se fracasse à l'Est et où le capitalisme libéral génère de l'injustice à pleins wagons, le socialisme libertaire se présente comme la seule alternative humaine et révolutionnaire au chaos des idéologies dévaluées.

Pour mettre un coup d'arrêt définitif aux résurgences du fascisme, il faut s'attaquer aux racines du mal.

Ensemble, nous devons travailler à la construction d'une société basée sur la fraternité, l'égalité économique et sociale, et l'entraide qui vaut beaucoup mieux qu'une société de compétition effrénée, où les nantis sont désignés dès le berceau.

Samedi 25 janvier à 15 h, place Arnaud-Bernard, disons « non » au fascisme en même temps que nous dirons « non » à la société inégalitaire que nous offre toutes les familles politiques du Parlement.

Groupe Albert-Camus

AU TRAVERS DES PETITES PHRASES

La gauche ne nous protège pas du fascisme

La gauche défile à l'occasion contre l'extrême droite. La belle affaire ! N'est-ce pas cette même gauche, gouvernement socialiste en tête, qui multiplie les attaques contre les immigrés en refusant le droit d'asile aux uns et en instaurant la « double peine » pour les autres. Et s'il n'y avait que ça... Le samedi 25 janvier, les anarchistes seront dans la rue pour dire « non » à la mascarade et affirmer de réels sentiments de solidarité, échappant aux arrières-pensées politiciennes.

La gauche n'hésite pas à jouer avec le feu vis-à-vis du Front national. C'est bien elle qui, a modifié le scrutin en 1986 pour tenter de conserver la majorité mais qui, ce faisant, grâce à la proportionnelle, a permis au FN de siéger à l'Assemblée nationale, dûment stipendié par le contribuable français. C'est encore elle qui se réjouit en catimini de l'ascension d'un FN censé diviser les forces de la droite classique. C'est encore elle qui soutient et applique un programme strictement capitaliste dont la rigueur ouvre un peu plus la porte à la démagogie et au populisme du FN.

On peut même dire que plus le discours lepéniste se « démocratise » pour mordre sur la droite classique et ratisser large dans la perspective des élections, plus le discours socialiste se droitise. Le fameux « droit de vote aux immigrés », évoqué par Mitterrand avant les dernières élections présidentielles afin de diviser la droite et de gonfler le FN, est abandonné une fois Mitterrand élu. Puis Mitterrand déclare : « *Il y a un seuil de tolérance à ne pas dépasser* ». C'est encore lui qui parle de la chasse aux clandestins, alors que les grands chantiers de la République (des J. O. d'Albertville à la Très Grande Bibliothèque) sont réalisés grâce à leur force de travail. Enfin, on en arrive à une remise en cause du code de la nationalité, thème chéri de la droite chiraquienne, et Edith Cresson déclare à ce sujet : « *Il ne me choquerait pas qu'il y ait une inscription à la mairie pour indiquer qu'on désire être Français à 18 ans. Ce n'est pas un grand virage, mais il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas* ». Du coup, SOS-Racisme, lui-même, s'indigne : « *Veut-on donner du grain à moudre à l'extrême droite ?* ».

De la dénonciation du « charter » à la Pasqua, on est passé à des compagnies entières avec Cresson puisque, sur 100 000 demandeurs d'asile, l'Etat va en expulser entre 90 et 95 000, ce qui fait dire à leurs avocats : « *On a été naïf de croire Jean-Louis Bianco* ». Sur le droit de l'ouvrier à l'atelier, et autres lois Auroux, on est passé à l'intervention des CRS, à la dénonciation des piquets de grève et aux enquêtes sur les « saboteurs » (grève dans les aéroports). Fabius, alors qu'il était Premier ministre, avait déjà déclaré : « *Le Pen pose les bonnes questions mais apporte les mauvaises réponses* ». Voilà de la vraie complicité, car quelles bonnes questions pose Le Pen sinon aucune ? Rocard avait surenchéri plus tard en s'apitoyant : « *On ne peut pas accepter toute la misère du monde* ». La droite aurait-elle fait mieux ? Ce sont quand même deux députés socialistes qui se sont rendus au Parlement avec des foulards sur la tête au moment de l'affaire des tchadors. Tout cela n'est que de la démagogie. L'immigration nord-africaine sur laquelle se cristallise la haine politique est vitale pour l'économie française et pour les bénéfices du capital. C'est d'ailleurs le problème actuel de l'Allemagne qui a un besoin urgent de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs immigrés sous peine d'asphyxie économique. Soi-disant à cause de son image et de son « humanisme », la gauche aurait les coudées moins franches que la droite et serait donc préférable : lorsqu'elle est dans l'opposition peut-être, mais pas quand elle est au pouvoir.

La gauche précède le fascisme

Mais il ne faut pas s'arrêter sur l'image humaniste, généreuse et sincère que les dirigeants de la gauche cherche à s'attribuer d'elle-même ni à se donner le change sur ce qui serait sa naïveté ou sa pusillanimité. La gauche occupe historiquement une fonction politique précise. Quand elle passe au pouvoir, ce n'est pas pour nous rendre le capitalisme agréable mais bien au contraire pour le sauver. Soit elle vient en période pré-révolutionnaire pour empêcher la révolution sociale, soit, comme maintenant, en période de crise économique pour faire accepter aux travailleurs ce que la droite n'aurait pu faire sous peine d'explosion sociale. Grâce au capital de confiance qu'elle possède dans la population, elle seule est capable d'imposer des sacrifices. Elle porte donc l'entière responsabilité du désarroi dans lequel se retrouve la population.

La gauche française a déjà fait ses preuves dans ce domaine : c'est elle qui est responsable de la guerre d'Algérie pour laquelle elle a donné les pleins pouvoirs à l'armée, cautionnant la torture et les massacres à grande échelle. Le général Bigeard, spécialiste de la torture, celui qui tous les soirs envoyait des camions pour ramasser les morts d'interrogatoires qu'on jetait à la mer et qu'on à surnommé « les crevettes de Bigeard », pouvait ainsi déclarer en 1981, alors qu'il était député RPR, à propos de la victoire de la gauche : « *Vous savez, ça ne me gêne pas. J'ai fait deux guerres coloniales. Toutes sous régime socialiste* ». Même un Le Pen n'a jamais eu autant de sang algérien sur les mains qu'à l'époque où il était aux ordres des socialistes et notamment de Mitterrand qui ne l'était pas encore, socialiste, mais qui était déjà ministre de l'Intérieur et qui déclarait à propos de l'insurrection algérienne que « *la seule négociation, c'est la guerre* ».

On peut même aller plus loin : comme le confirme l'histoire, la gauche a presque toujours précédé le fascisme, la gauche mène au fascisme ! Alors qu'en Allemagne le Parti socialiste et le Parti communiste étaient les plus importants d'Europe et que l'extrême droite ne représentait rien, ils ont livré la classe ouvrière à Hitler en la liquidant physiquement (en ce qui concerne les sociaux-démocrates), en la désarmant politiquement et en refusant de faire la révolution. N'oublions pas que, plus tard et à l'autre bout du monde, au Chili, c'est Allende en personne qui a confié le commandement de l'armée à Pinochet, avant que celui-ci ne se retourne contre lui. La social-démocratie, tout comme le fascisme, n'est qu'un visage variable du capital et de l'Etat, objectivement et subjectivement complice. Demander à l'un de s'attaquer à l'autre reviendrait à demander à l'Etat de se dissoudre et au capital de se communiser.

J. et P. P.

ELECTIONS

La démocratie n'empêche pas le fascisme

La démocratie : rempart contre le fascisme ? Rien de plus inexact, comme nous l'indique Philippe Pelletier en s'appuyant sur des exemples historiques précis.

MALGRÉ leurs discours ou leurs apparences anti-parlementaires, les fascistes - en l'occurrence les mouvements « historiques » que sont les fascistes italiens et les nationaux-socialistes allemands - ont toujours joué la carte électorale pour conquérir le pouvoir politique. Certes, ils ne sont pas exempts de tendances putchistes, mais, après l'échec du coup de force de novembre 1923 à Münich, même le plus fanatique d'entre eux, Hitler, a compris l'intérêt qu'il y avait à recourir aux moyens légaux. Ce n'est d'ailleurs qu'à ce moment qu'il devint crédible auprès des bailleurs de fonds capitalistes incarnés par les grands trusts comme Krupp. Grâce à la démagogie intrinsèque à l'électoralisme, il est de surcroît facile de manipuler les foules, en gardant la caution démocratique et donc consensuelle du système. Grâce à la façade légaliste et légitimiste, il est plus sûr de gagner l'armée officielle, garante de tout régime mais toujours méfiante des organisations para-militaires, que de s'en remettre à des conjurés incertains. En Italie, la fameuse marche sur Rome des fascistes en octobre 1922 est surtout un coup de bluff et une habile mise en scène. Le gouvernement Facta proclame l'état de siège mais le roi refuse de signer le décret. Par des manœuvres en coulisse, la classe dirigeante confie ainsi le pouvoir à Mussolini. A l'époque, le Parti national fasciste ne dispose que d'une poignée de députés, 35 précisément, élus en 1921, mais c'est bien le même Parlement qui, en 1923, taille une loi électorale sur mesure pour les fascistes et leurs alliés qui emportent ainsi les élections d'avril 1924 avec 65% des voix (4,7 millions de voix pour les fascistes sur un total de 7,3 millions). « *Ni Rubicon franchi ni spectaculaire 18 Brumaire, mais une lente perversion du régime libéral par ceux-là mêmes qui en tiennent les leviers.* » (1)

De fait, c'est grâce aux urnes que l'extrême droite est arrivée au pouvoir. C'est le plus légalement du monde qu'Hitler est nommé chancelier en janvier 1933 par le président Hindenburg et que Mussolini devient chef du gouvernement par un vote de l'Assemblée nationale en 1922. Plus symptomatique encore, l'extrême droite triomphe sans jamais avoir acquis une majorité électorale : le meilleur score des nazis allemands est de 43,9% des voix en mars 1933, et celui des fascistes italiens de 38% en juin 1921, à l'exclusion des élections douteuses d'avril 1924. Autrement dit, si l'extrême droite conquiert le gouvernement, c'est parce qu'elle obtient le soutien de forces complémentaires et l'accord quasi unanime de la classe dirigeante.

Le FN et toute l'extrême droite européenne actuelle jouent également le double jeu : agitation dans la rue, commandos divers, diatribes anti-parlementaires, critique des politiciens et en même temps participation au cirque électoral et recherche d'une notabilisation. Jean-Marie Le Pen lui-même, élu en 1956 sous l'étiquette poujadiste n'est-il pas l'un des plus anciens parlementaires français ? Dans ces conditions, le pari de vaincre l'extrême droite par les urnes apparaît à la fois comme une erreur tactique grave et comme une incapacité profonde à comprendre ce que signifie le fascisme.

Le fascisme n'est pas l'antithèse absolue de la démocratie, il n'est pas inséparable d'elle. Les élections ne garantissent pas la défaite du fascisme. Le Japon se dote du suffrage universel masculin en 1925, ce qui n'entrave pas la militarisation du régime dans les années 30. Pire encore, le fascisme triomphe alors même que la gauche ne cesse de progresser électoralement : tandis que la social-démocratie recule en Allemagne, le Parti communiste ne cesse d'avancer, recueillant 19,9% des voix en 1932, son maximum. En Italie comme en Allemagne, les fronts antifascistes qui englobent le centre et la droite classiques sont loin d'être minoritaires dans les urnes. Les choix politiques sont inséparables des mutations économiques profondes et des orientations de la bourgeoisie. Le fascisme maintient même des formes démocratiques, plus ou moins de façade, plus ou moins longtemps suivant les circonstances ; pendant plusieurs années, Mussolini ne supprime pas la liberté juridique des groupes d'opposition, tout en menant parallèlement un harcèlement répressif plus ou moins ouvert ; les consultations référendaires sont même marquées par des taux de participation plus importants qu'auparavant, sans que la coercition exercée sur les électeurs ou les trucages électoraux explique l'ampleur de ce phénomène, ce qui n'empêche pas que le fascisme peut être finalement amené à supprimer toutes élections démocratiques.

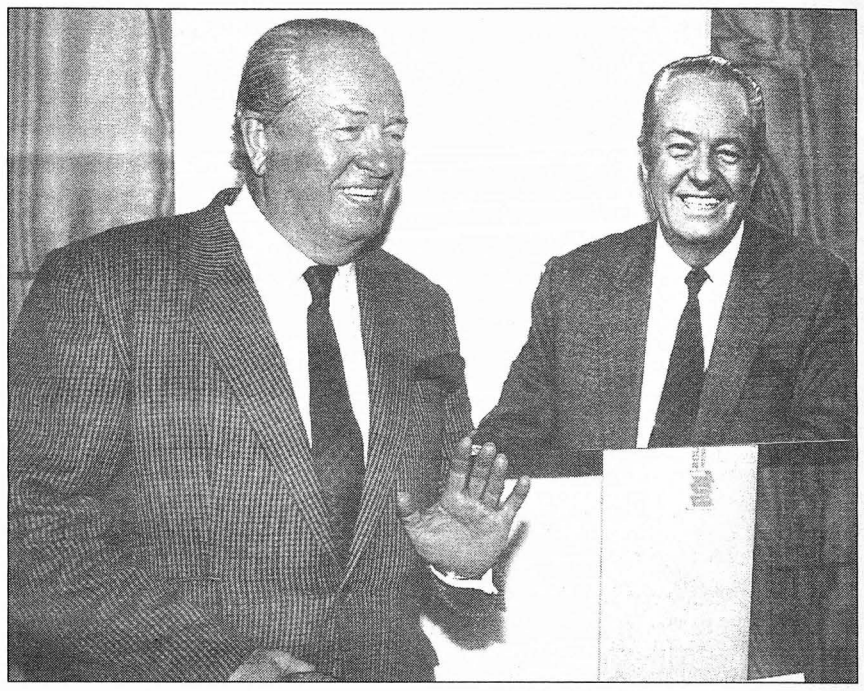
Philippe Pelletier

(1) Pierre Milza et Marianne Bentreli, *Le Fascisme au XXe siècle*, Richelieu, 420 p. Paris, 1973.

DISCOURS

Dire tout haut ce que l'on pense tout bas

Si Le Pen prétend parler au nom des Français, démontrons-lui que nous n'avons pas besoin de maître-à-penser, que notre opinion n'a rien de semblable avec ses délires xénophobes, et clamons nos idées.



Le Pen à la fête des « Bleu-Blanc-Rouge » au Bourget. © Michel Clément/AFP.

PUISQU'IL se targue de « dire tout haut ce que les gens pensent tout bas », le sinistre Le Pen, faisons de même, sans fausse gêne, et allons-y de quelques interrogations glanées ici ou là, au sein ou en dehors du milieu libertaire.

Pourquoi, alors que les frontières semblent sinon disparaître, tout au moins ne plus constituer une réelle entrave à la libre circulation des individus, des politiciens s'acharnent-ils à ne voir le monde que déchiré, partagé, lézardé de frontières naturelles... ou moins naturelles ?

Pourquoi, à l'heure où les moyens de transport semblent réduire la surface de la planète comme une peau de chagrin et rendre presque voisins des peuples autrefois lointains, des politiciens s'escriment-ils à pointer l'index en direction de l'autre, cet autre né en dehors du territoire dit national, hier Juif, aujourd'hui Noir ou Arabe, demain Chinois ou Ukrainien ?

Pourquoi le nationalisme, expression politique d'une vision singulièrement réduite du monde, de l'existence ?

Pourquoi le racisme, son principal corollaire, expression politique d'un profond malaise individuel et social ?

Pourquoi la ségrégation, la hiérarchie ?

Les explications fourmillent. Quelques-uns, ici, les déclineront. Il n'empêche : préalablement à toute explication, une nausée surgit devant les pseudo-arguments déployés par Le Pen ou, plus généralement, par les ténors de l'extrême droite.

« Comment, à la fin du XXe siècle, peut-on arborer de telles idées ? » Voici, n'en déplaise au fameux ramassemerde de la politicaillerie, ce qui se dit tout haut, mais plus encore tout bas, ici ou là. Les idées « protectionnistes » lancées par l'extrême droite n'ont jamais été satisfaisantes, car l'identité d'un homme n'est pas réductible à sa nationalité, à la couleur de sa peau, à sa religion ou à son absence de religion... Aujourd'hui où la planète, si vaste soit-elle, ressemble de plus en plus à une cité indivisible où chaque citoyen est lié aux autres par de multiples relations, ces idées apparaissent non seulement totalement anachroniques mais surtout infiniment dangereuses.

A nous, donc, de ne plus « penser tout bas » des idées qui ne sont pas celles de Le Pen, de les clamer, au contraire, ces idées empreintes d'une liberté à laquelle les sbires de l'extrême droite n'ont même jamais osé songer, et de faire en sorte que le nationalisme et tout ce qui en découle soit définitivement discrédité. Attirer sans cesse l'attention sur ce que le modèle de société préconisé par l'extrême droite signifie vraiment évitera peut-être que la société présente, bien imparfaite mais pas tout à fait totalitaire, ne soit dénuée d'avenir.

Thierry Maricourt

Le dessin de la semaine

Associations

FILM ANARCHISTE

Dans le cadre des Rencontres pour la culture italienne émigrée : projection exceptionnelle du film *La Cecilia* de Jean-Louis Comolli, en présence de l'auteur, le **vendredi 24 janvier à 17 h, amphi A, centre universitaire Censier, 13, rue de Santeuil (M° Censier-Daubenton), 75005 Paris.**

Ce film date de 1976, et est en version originale italienne sous-titrée en français. Il raconte l'histoire d'une colonie anarchiste italienne installée au Brésil à la fin du XIXe siècle.

LIBRAIRIE LA GRYFFE

Conférence-débat avec Pierre Michel, co-auteur d'une biographie d'Octave Mirbeau aux éditions Séguier : *Littérature et engagement politique, Octave Mirbeau, un écrivain anarchiste*. Samedi 25 janvier à 15 h, à la librairie **La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 69007 Lyon (Métro Saxe-Gambetta). Tél : 78.61.02.25.**

Nouvelles du front

PROJET D'ÉDITION

Dessinateurs, ceci vous intéresse ! Après deux premiers recueils de dessins *Aux larmes citoyens* et *Sous les bérets... la vase*, parus en 1985 et 1988, le Collectif objecteurs tarnais (COT) récidive et s'adresse à vous, professionnels ou non, pour éditer un recueil de bandes dessinées sur des thèmes antimilitaristes ou pacifistes (horreur de la guerre, menace nucléaire ou chimique, vente d'armes, colonisation, ingérence militaire, budget, hiérarchie...).

Avec le passé récent (guerre du Golfe), le présent et l'avenir proche (Yougoslavie, ex-URSS, carnets des marchands de canons remplis), à l'orée de l'an 2000, le bruit de bottes résonne encore à nos oreilles.

Votre contribution peut se présenter sous la forme d'une ou plusieurs planches verticales noir et blanc 21x30 cm. Délai : fin juin 1992.

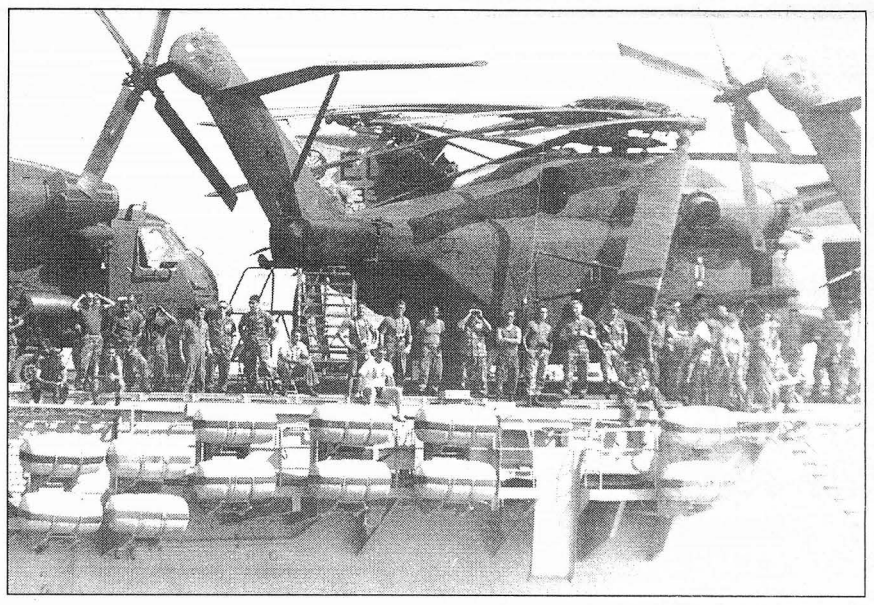
Adresse et renseignements : **COT, BP 229, 81006 Albi cedex. Répondeur : 63.38.39.55.**

UN TÉMOIGNAGE ACCABLANT

L'odyssée du bateau de la paix des femmes

A la lumière de ce que l'on apprend peu à peu des horreurs de la guerre du Golfe, il nous apparaît essentiel de rappeler l'initiative de ces femmes qui, dès la déclaration de l'embargo, ont voulu exprimer leur solidarité aux populations civiles irakiennes et leur volonté de paix. Très peu de médias ont relaté ce voyage et les difficultés qu'elles ont rencontrées.

Le 17 juillet 1991, sur Radio-Libertaire, nous avons accueilli Saïdé Benhabylès, présidente de la délégation algérienne sur le bateau de la paix.



Un porte-avion américain à Suez. Norbert Sciller/AFP.

Sur l'initiative de l'Union générale des femmes arabes, 189 femmes, 14 enfants et 48 hommes (équipage et journalistes) de différentes nationalités (palestinienne, irakienne, libanaise, syrienne, tunisienne, mauritanienne, libyenne, égyptienne, soudanaise, yéménite, américaine, japonaise, britannique, française, italienne, espagnole, suédoise et algérienne) se sont donnés rendez-vous sur le bateau de la paix, Bassorah Ibn Khaldoun, battant pavillon irakien. Malgré la différence de langues, de religions, de tendances politiques, d'âges, deux dénominateurs communs ont rassemblé toutes ces femmes : leur attachement à la paix et leur condamnation de l'embargo alimentaire, qui a privé des populations civiles irakiennes, en majorité des femmes et des enfants, de leur droit aux soins et à la nourriture. Toutes ces femmes, éprises de paix, ont rejoint le bateau à partir des ports d'Alger (point de départ, le 6 décembre 1990), de Tunis, de Tripoli, de Port-Saïd, de Port-Soudan, de Hodeida et d'Aden.

Nous aurions souhaité un accueil plus chaleureux dans certains pays arabes, censés soutenir la cause. Tout, cependant, s'est déroulé normalement jusqu'à notre arrivée à Port-Saïd où les ennuis ont commencé. Les autorités égyptiennes nous ont empêché d'accoster en plein jour par crainte d'un accueil populaire, et ont refusé de nous vendre de l'eau potable. Mesures qui ont été suivies d'une interdiction de procéder à certaines réparations du bateau, de l'obligation de payer un droit de passage du canal de Suez exhorbitant (100 000 dollars), de la visite d'agents de la sécurité, froids et menaçants, qui ont fouillé de fond en comble tout le bateau (cabines des passagères, dépôts...). C'est alors qu'un sentiment d'insécurité s'est installé. Conscientes du danger, nous avons envoyé un télex à la Fédération internationale des droits de l'homme à l'occasion de la célébration de la déclaration des droits de l'homme et, à la veille de Noël, à sa sainteté le Pape (*sic*) dans l'espoir d'une intervention qui nous permettrait d'accomplir notre mission humanitaire sans difficultés majeures.

Malheureusement, le 26 décembre à l'aube (4 h 45), nous avons vu tous nos espoirs s'évanouir. Cette date demeurera à jamais gravée dans nos mémoires. Les enfants dormaient paisiblement, inconscients et innocents. Certaines femmes étaient dans leurs cabines. D'autres, inquiètes et vigilantes, étaient sur le pont. Brusquement, un bruit assourdissant secoua le bateau. Les enfants, réveillés en sursaut, pleuraient et criaient. Tentative d'arraisonnement du bateau !

Tout le monde se précipita sur le pont du sixième étage (le plus grand) qui permettait l'atterrissage des hélicoptères. Malgré le vrombissement des 40 hélicoptères qui survolaient le pont et l'encerclement de bateau de la paix par une vingtaine de bâtiments de guerre et porte-avions, le calme regagna les messagères de la paix, jusqu'aux enfants, qui avec courage se retrouvèrent sur le pont en criant des slogans pacifiques comme « *Non à la guerre !* » et « *Vive la paix !* ». Les hélicoptères volaient de plus en plus bas, menaçant de nous écraser. Des soldats prenaient des photos. Nous leur souriions et saluions des deux bras pour leur montrer que nous n'étions pas armées et que nous ne voulions de mal à quiconque. Ordre fut donné par le capitaine et la présidente des femmes arabes à tous les hommes de demeurer à l'intérieur du bateau. Seuls les femmes et les enfants manifestaient.

Soudain, la majorité des hélicoptères a changé de direction, et quelques instants plus tard, nous avons été surprises par des cris sauvages : « *Down !* », « *Inside !* », « *Go !* ». Dans l'impossibilité de se poser sur le grand pont, les soldats ont envahi le bateau par l'arrière en utilisant des échelles de corde. Les journalistes, qui filmaient la scène, ont été sauvagement battus et leurs appareils brisés. Le capitaine et ses marins torturés et ligotés. La cabine et la radio ont été saccagées. Les soldats s'en sont alors pris aux femmes et aux enfants. Ils ont lancé des bombes fumigènes, des grenades lacrymogènes et tiré en l'air. L'attaque a duré presque deux heures. Ils ont battu des femmes. Celles qui tombaient ont été piétinées. Certaines ont été traînées par les cheveux et rouées de coups de pieds. Ils se sont acharnés sur tous à coups de crosses, partout, sans distinction d'âge (enfants et femmes âgées). Une chose est certaine : ils étaient drogués. 500 bêtes sauvages investissant le navire : Marines américains, soldats britanniques et australiens. Certains parlaient l'arabe. Ils étaient effrayants et n'avaient plus rien d'humain. Grands et forts, le visage peint en noir, rouge, jaune ou vert, ils étaient armés jusqu'aux dents. Personne n'a été ménagé. Une femme soudanaise a pensé les attendrir en montrant son bébé de quatre mois, qu'elle tenait dans ses bras, celui-ci lui a été arraché des bras par un marine, qui a tenté de l'étouffer ; le nourrisson, devenu bleu, a perdu connaissance...

> **« Nous aurions souhaité un accueil plus chaleureux de certains pays arabes, censés soutenir la cause. »**

Nous avons tous été enfermés plus de dix heures dans la cale, sans soins ni médicaments, sans eau ni nourriture, sans air ni lumière. Ils avaient bouché les hublots et nous avaient parqués comme des animaux. Puis, après tout cela, nous avons eu droit à une mascarade ridicule : une équipe médicale militaire est montée à bord pour constater des dégâts. 76 blessés ont été photographiés de face et de profil comme des criminels sans qu'on leur prodigue les premiers soins. Une seule personne, japonaise, a été évacuée. Les médecins irakiens, qui nous accompagnaient, ont demandé des médicaments, afin de procéder aux premiers soins. Aucune suite n'a été donnée à cette demande.. C'est honteux de voir ainsi des médecins militaires venir admirer et constater les atrocités des barbares sans lever le petit doigt, sans broncher. [...]

Après l'attaque du 26, des pourparlers ont été engagés entre des officiers américains et une délégation des femmes, dont une américaine. Il nous fut demandé de patienter huit heures avant de nous communiquer le verdict des représentants de la Maison Blanche, qui devaient décider de notre sort. Notre attente a duré 18 jours, 18 jours de calvaire et de torture morale. Tous les jours, nous pensions que la fin était proche. Que le bateau sauterait, et nous avec. Chaque soir nous avions l'angoisse du lendemain, encerclés que nous étions par les bâtiments de guerre. Des avions survolaient le navire quotidiennement, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Les Marines, à bord, nous obligeaient à demeurer dans nos cabines, nous menaçant de leurs armes. Nous manquions d'eau potable, de nourriture et de médicaments. On ne dormait plus. Malgré toutes ces menaces, nous poursuivions, quand nous le pouvions, nos manifestations pacifiques en organisant des sit-in, des marches silencieuses. Quel était notre crime ? Avoir répondu à l'appel des enfants irakiens, privés de médicaments et de lait ? Transporter sur le bateau cette quantité minime de lait et de sucre ? Croire au droit international ? A la civilisation occidentale ? Penser que les organisations humanitaires, à qui nous avions envoyé un SOS, ne resteraient pas sourdes à notre appel ? [...]

Le Bassorah Ibn Khaldoun est entré, malgré tout, le 14 janvier 1991 dans le port irakien d'Oum Kasr, et le 15 janvier, nous étions à Bagdad. Quel que soit le jugement que portera la postérité sur le peuple irakien et sa direction, il n'en restera pas moins, aux yeux des êtres épris de justice et de liberté, que ce peuple a relevé le défi de la plus forte coalition historique. Le poète Ephraïm Mikhael (1866-1890) ne dit-il pas : « *La gloire se mesure au péril affronté, mieux vaut être vaincu que de n'avoir pas lutté* » ?

Transcription C. P.

Halte au blocus contre le peuple irakien

Le 17 janvier 1991 commençait l'opération aéro-navale la plus massive et la plus systématique jamais entreprise contre une nation (90 000 tonnes de bombes, soit sept fois Hiroshima en quarante jours).

Les bombardements ont eu « des effets quasi apocalyptiques sur l'infrastructure de ce qui était une société assez hautement urbanisée et mécanisée » (ONU, 20 mars 1991). La guerre et ses suites ont fait plus de 300 000 morts. Les bombes à effet de souffle ont exterminé des dizaines de milliers de soldats, désarmés et en retraite. Des milliers d'autres ont été ensevelis vivants au bulldozer. L'Irak a été ramené à l'ère pré-industrielle. Son peuple subit encore une guerre qui ne dit pas son nom : l'embargo.

Début octobre 1991, l'UNICEF estimait que 68 000 enfants irakiens en étaient morts, et que 340 000 étaient en danger immédiat. Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans a quadruplé et 900 000 sont frappés de malnutrition.

Les réseaux d'eau potable et les stations d'épuration ont été détruits, créant toutes les conditions d'épidémies d'autant plus meurtrières que le pays est privé de médicaments. A cela s'ajoute la ruine des équipements hospitaliers, des industries agro-alimentaires, du cheptel, d'ouvrages d'irrigation, des centrales électriques, des infrastructures et moyens de communication, des établissements scolaires, sans oublier les atteintes au patrimoine culturel.

L'embargo, véritable blocus, prive l'Irak de tout moyen de se relever. L'Irak est devenu un vaste camp de la mort lente.

Dix mois après l'évacuation du Koweït, le Conseil de sécurité de l'ONU viole lui-même le droit international qu'il prétend incarner. La logique n'est pas de faire progresser la démocratie, mais de condamner l'Irak à un type nouveau de domination coloniale.

Face à cette logique du nouvel ordre mondial de l'empire américain, notre pays doit cesser d'apporter sa caution morale et sa collaboration à une entreprise qui s'apparente à un crime contre l'humanité.

L'opinion publique est délibérément maintenue dans l'ignorance. Ce désastre n'est pas un accident du sous-développement ni le fait d'une catastrophe naturelle, il résulte d'un acte politique prenant un peuple en otage.

La France doit agir à l'ONU pour la levée immédiate et totale de l'embargo, des sanctions et des réparations. Sans plus attendre, le gouvernement français doit débloquer les avoirs irakiens et rétablir des échanges avec ce pays.

Chaque citoyen a le devoir de refuser qu'en son nom un crime se perpétue. Le devoir de résistance s'impose.

La coordination pour la levée de l'embargo

N. B. : A l'appel de la coordination, une marche pour la levée de l'embargo s'est tenue à partir de la place de la République, à Paris, le samedi 18 janvier.

Ciné sélection

Marée haute

Le mois de janvier est pour la sortie de films en salles ce que sont les marées d'équinoxe. Le niveau de la mer, à cette époque saisonnière, dépasse largement son estran habituel. Il en est de même pour la distribution cinématographique.

Après un mois de décembre relativement pauvre, cette année, qui débute voit nos écrans recouverts d'une multitude de longs métrages. Période faste que les distributeurs, gros et petits, se partagent allègrement. Bien sûr, tous ces films n'ont pas la même couverture médiatique. Beaucoup sont laissés sur le sable. En particulier, certaines premières œuvres. Dans ce raz-de-marée annuel, trois jeunes réalisateurs nous offrent leur production : Cédric Kahn pour *Bar des rails*, Pierre Beccu pour *La Dernière saison* et Fabien Onteniente pour *A la vitesse d'un cheval au galop*.

Bar des rails est celui qui a été le plus remarqué par la presse spécialisée. Assistant de Maurice Pialat, Cédric Kahn nous conte une histoire d'amour entre un adolescent et une jeune mère célibataire. Son point de vue, certes déroutant, est celui de son héros Richard (Marc Vidal), qui aborde le mystère de l'âge dit « adulte ». Moment d'opacité certaine et de tâtonnement, cette initiation ne se fera pas sans mal. Un décalage et une solitude terriblement non communicative chez ce jeune homme entraîne Marion (Fabienne Babe, dans son meilleur rôle à ce jour) dans une histoire faite de silence et d'incompréhension. Cédric Kahn ne cache pas ses amours filmiques : John Cassavetes pour une image efficace, la nouvelle vague pour une certaine liberté avec le langage cinématographique, mais aussi et surtout Maurice Pialat pour sa lucide cruauté et son croquis de cette classe moyenne de province. Nous pensons souvent à *Passe ton bac, d'abord !* dans *Bar des Rails*, même si le regard de Cédric est loin de la méchante réalité du misanthrope Maurice. Avec une distribution bien dosée, en particulier le choix de Brigitte Rouän, mal employée dans le 7e Art français, ce premier long métrage n'engendre jamais l'ennui et, surtout, nous sortons de ce film un peu bouleversés et en mémoire nous reviennent ces tâtonnements d'adolescents qui furent les nôtres.

Changement de décor et d'univers pour *La Dernière saison* de Pierre Beccu. Un peu plus âgé, avec un parcours très différent (école de Bassano en Italie du Nord chez Olmi, cinéma industriel et télévision...) ce jeune metteur en scène nous entraîne dans le monde du travail paysan en haute montagne. Dans une ultime transhumance, il nous montre l'affrontement de deux hommes, de deux générations, de deux cultures et d'arts de survivre. Pas de bucolisme, pas de lyrisme, style carte postale des grands espaces de l'or blanc. Non, un univers de labeur, de solitude, est livré à notre regard. Avec une image simple et sans complexes, les rapports entre Jean (Jean Davy), vieux montagnard bourru, brisé par une vie de travail et Laurent (Laurent Ferroud), moniteur de ski en hiver, nous sont décrits comme une méconnaissance mutuelle mais aussi comme le crépuscule de traditions archaïques et de leurs mentalités rétrogrades, qui en découlent. Une histoire d'amitié sur fond de travail en alpage, une histoire simple où l'aspect quasi ethnologique et documentaire renforce la réussite, intelligente, de Pierre Beccu. Nous sommes loin des films urbains, qui, désormais, hantent nos écrans. « *Les temps changent* », chantait naguère un dénommé Robert Zimmermann.

Pour Fabien Onteniente, ce constat passe par une certaine dose d'humour. Dans le flot chaotique des premières œuvres, *La Vitesse du cheval au galop* est un road-movie à la française, rempli de nombreuses trouvailles, et surtout rempli de très beaux personnages. L'autobus d'Ulysse (Yves Alfonso, chauffeur plus vrai que nature) conduit un groupe de retraités au Mont Saint-Michel, là où la marée monte à la vitesse... d'un cheval au galop.

Toutes et tous bien typés, sans caricature aucune, ce groupe en goguette, loin des Eglantines, est guidé par un jeune acteur en herbe (Alain Beigel). Technocratiquement baptisé « troisième âge », tous ces personnages ont leur vie, leurs petites manies mais aussi un appétit à vivre malgré leur mise en quarantaine sociale. Beaucoup d'humour, de mots de scénariste engendrent la bonne humeur et une certaine tendresse pour ces personnages. Des mouvements d'appareils soignés, des couleurs plus vraies que nature nous entraînent dans l'univers de ce jeune réalisateur. Beaucoup de qualité mais aussi quelques faiblesses font l'intérêt de ce premier long métrage co-produit par Smaïn. Cette tranche de vie est superbement servie par une distribution forte et bien longue pour notre rubrique « Ciné-sélection ». Un seul reproche peut-être : Fabien Onteniente oublie la dure réalité de la vieillesse, même si, en vain quelquefois, il s'y essaie par l'intermédiaire d'un ou deux dialogues.

Noyés dans la déferlante des exclusivités de janvier, où dominent, hélas, les monstruosités américaines, ces films montrent la richesse et la diversité d'un certain jeune cinéma. Mais là où il est facile de faire son premier long métrage, se pose la question de savoir si la carrière de ces moments cinématographiques sera poursuivie par d'autres. A suivre donc.

Salim de « Fondu au Noir »

Erratum : dans « Entrevues, le festival de Belfort » une erreur s'est glissée : ce n'est pas le festival d'Amiens qui fait de l'ombre à Belfort mais celui d'Angers, qui est aussi consacré aux premiers films.

1492-1992

Traits de plume autour du totem

« *Tantôt bourreaux, tantôt victimes, tout à tour sanguinaires, alcooliques ou à demi idiots, les Peaux-Rouges en ont vu de toutes les couleurs dans le cinéma américain. Dont ils ont toujours été les grands absents* », écrit Pascal Merigeau. A la veille du cinquième centenaire de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb, André Baur, un enseignant lorrain passionné par le dessin de presse, rend hommage à ce peuple assassiné. Présentation de ce travail dédié à « *tous les exclus du droit international* ».

« *Ainsi, je n'ai pas trouvé de monstres et n'en ai pas eu connaissance, si ce n'est d'une île Quaris, la seconde entrée des Indes, peuplée de gens que l'on tient dans toutes les îles pour très féroces et qui mangent de la chair humaine* ». Quand il débarque en 1492 sur les côtes « américaines », Colomb croit enfin qu'il a découvert la route des Indes. 1492 va sonner le glas du peuple « indien ». « *J'ai lu le récit de la destruction de Jérusalem, mais je doute qu'il y ait eu là un massacre comparable à ceux de la capitale. Le nombre d'Indiens guerriers qui disparurent est incalculable.* » écrit Bernal Diaz del Castillo. Bartolomé de las Casas raconte l'horreur de la colonisation : « *Au cours de ces douze ans, sur quatre cent cinquante lieues, les Espagnols ont tué au couteau et à la lance plus de quatre millions d'habitants, femmes, enfants, jeunes gens et vieillards, ou les ont brûlés vifs.* [...] *Il y a les tueries et les destructions d'êtres innocents et le dépeuplement de villages, de provinces et de royaumes où se sont perpétrés ces actes et bien d'autres non moins épouvantables.* » Nous sommes loin de John Wayne, des westerns et de l'histoire officielle de l'Amérique blanche. « *Où sont les Pequots aujourd'hui ? Où sont les Narragansetts, les Mohawks, les Pokanokets et toutes les tribus autrefois puissantes ? Elles ont disparu devant la rapacité et l'oppression de l'homme blanc, comme la neige devant un soleil d'été* », témoignait au XIXe siècle le chef Shawnee, Tecumseh.

En réunissant quelque cent cinquante dessins et de nombreux textes dans un numéro spécial de sa revue *Mieux vaut en rire*, André Baur a voulu montrer l'envers de la « découverte de l'Amérique » par Christophe Colomb et rappeler la tragédie vécue par le peuple indien. « *Mais tout ceci est du passé... A quoi bon servir du réchauffé ? Illusion vous diraient les Indiens des réserves made in USA... Illusion vous répondraient les Indiens d'Amazonie devant les bulldozers... Illusion crieraient les Indiens guatémaltèques éliminés par les Escadrons de la Mort... Pas aussi dépassé que cela vous répondraient les Kanaks, les Kurdes ou les Palestiniens* », explique André Baur en introduction à son travail intitulé « 1492-1992 : cinq cent ans d'oppression » et qui s'enrichira prochainement d'une deuxième partie.

« *Nous avons choisi de mettre l'accent sur les témoignages et sur les méfaits de toute colonisation. Le plus triste dans l'histoire de l'homme, c'est qu'il soit incapable de tirer les conclusions d'un passé tragique* » précise encore André Baur. Ce travail intéressant et fort documenté est à découvrir. Il tente de rétablir une vérité et tire quelques bonnes flèches qui ne peuvent que servir la mémoire et la lutte des peuples plumés.

Pascal Didier

N. B. : *Mieux vaut en rire*, numéro spécial 1492-1992 : cinq cent ans d'oppression ». Ecrire à André Baur, 24, rue du Chardon, 57100 Thionville.

NOTES DE LECTURE

« La condition de la femme dans l'islam»

Mansour Fahmy, éd. Allia

Ce livre est une thèse soutenue à la Sorbonne... en 1913, par un sociologue égyptien. Il aurait pu disparaître dans les décombres de la production universitaire, et son auteur tomber dans l'oubli comme des milliers d'autres docteurs, si les gardiens de l'ordre traditionnel ne l'avaient mis en lumière en le clouant au pilori.

A son retour en Egypte, Mansour Fahmy a été désigné à la vindicte publique par des journalistes sans scrupules devant lesquels les autorités universitaires se sont honteusement inclinées : Mansour aurait soutenu en France une thèse hostile à l'islam et à son prophète, sous la direction d'un « professeur juif », nommé Lévy-Bruhl...

Ecarté de l'enseignement en Egypte, persécuté, Mansour Fahmy n'est réintégré dans l'enseignement qu'en 1919, mais il a disparu comme penseur : son audace a été laminée par la censure et les pressions sociales.

Mansour Fahmy écrit vers la fin de son livre que les textes religieux de l'islam se diviseront un jour en deux parties : celle qu'il faudra conserver, la plus petite, qui concerne les besoins de la pensée métaphysique, et celle qui n'est que le témoignage des mœurs d'une époque révolue, et sur laquelle s'appuient ceux qui entendent maintenir le statut traditionnel de la femme. En montrant que dans les sociétés islamiques « *un lien assez étroit lie le problème de la réclusion* [des femmes] *à celui des classes* », Mansour Fahmy nous propose une thèse stimulante. « *Les drames des femmes arabes font toujours partie de l'actualité,* dit Mohammed Harbi dans l'avant-propos. *Etre obligé de répondre aux partisans de leur asservissement en cette fin de XXème siècle, voilà qui en dit long sur la boue dans laquelle pataugent les sociétés arabes et leurs idéologies.* »

René Berthier

N.B. : Avant-propos de Mohammed Harbi. Editions Allia. Prix : 130 F.

SOUSCRIPTION

Deux nouveaux ouvrages vont paraître :
- *Les écrits pédagogiques de Sébastien Faure*, réunis et présentés par J.-P. Jullien ;
- *Cempuis, une expérience d'éducation libertaire à l'époque de Jules Ferry (1880-1894)*, par Nathalie Brémand.
Prix de vente pour chaque ouvrage : 80 F.
Une souscription est lancée pour faciliter leur parution, elle est de 140 F pour les deux publications.
Les chèques sont à libeller à l'ordre de Claude Delattre, et à envoyer aux éditions du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

3615 RLIBERTAIRE

De province, comme de Paris, pour tout savoir sur l'actualité de Radio-Libertaire, du *Monde libertaire*, de la librairie du Monde Libertaire et de la Fédération anarchiste, n'hésitez pas à utiliser le 3615 RLIBERTAIRE.

Pour communiquer avec « Radio-Esperanto-Parizo » (89.4 FM), consultez le MINITEL. Tapez 3616 RLIBERTAIRE (+ envoi), puis tapez MES (+ envoi), puis ENVOI. Ensuite, cherchez « Radio-Esperanto » dans l'annuaire des abonnés, grâce à SUITE et, enfin, écrivez vos coordonnées et votre message en suivant la procédure.

TLP DEJAZET
LACOUTURE
27 janvier et 3 février
41, bd du Temple (M° République), 75003 Paris. Tél. : 42.74.20.50.
Prix : 100 F (collectivités : 80 F).

Mots et Musiques & Radio-Libertaire présentent
THÉATRE CLAVEL
BÉVINDA
Fado de Paris
Lundi 27 janvier
20 h 30
3, rue Clavel (M° Pyrénées), 75019 Paris. Tél. : 42.38.22.58.
Prix : 60 et 80 F.
Renseignements : 43.84.70.04

RENDEZ-VOUS

DIJON
Le groupe FA organise une conférence-débat sur l'univers carcéral le 29 janvier à 20 h 30, à la salle du Crédit mutuel, place du Théâtre, à Dijon. Des militants FA, CNT, CPR et des personnes ayant eu des rapports avec des prisonniers interviendront.

DOUAI
Une présence FA existe sur Douai. Pour la contacter, écrivez au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, qui transmettra.

LAGNY-SUR-MARNE
Un collectif antifasciste se constitue. Si vous êtes intéressés, contactez les membres du groupe Eugène-Varlin de la FA le dimanche matin, sur le marché de Lagny ou écrivez aux Relations intérieures, qui transmettront.

LYON
L'Union locale diffuse son émission « Idées Noires » le mercredi de 21 h à 22 h sur Radio-Canut (102.2 FM).

NANTES
Retrouvez le groupe Milly-Witkop de la FA et l'OCL-Nantes dans le « Magazine libertaire » sur Radio-Alternantes (97.5 FM) les mardis 28 janvier, 11 et 25 février.
Contact : « Magazine libertaire », Radio-Alternantes, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

SUCY-ORMESSON
Il existe une liaison FA et un collectif antifasciste sur Sucy-Ormesson. Pour les contacter, écrivez aux Relations intérieures de la FA (145, rue Amelot, 75011 Paris), qui transmettront.

TOULON
Le groupe Région-toulonnaise de la FA organise une manifestation contre le racisme, le fascisme et pour la sauvegarde du droit d'asile le samedi 25 janvier. Rassemblement à partir de 14 h 30, place de la Liberté à Toulon. Venez-y nombreux.

PARUTIONS

PRESSE
Le groupe FA de Dijon a publié le n° 8 (janvier 92) de *la Mistoufe*, journal local d'information et d'expression libertaire. Prix : 5 F (port compris). Abonnement : 50 F (chèque à l'ordre de Jean-Christophe Cheval). *La Mistoufe*, 61, rue Jeannin, 21000 Dijon.

PRESSE
Le n° 30 de la revue *Infos et Analyses libertaires* de Perpignan est disponible à la librairie du Monde Libertaire au prix de 15 F. Vous pouvez aussi en disposer en écrivant à *Infos et Analyses libertaires*, BP 233, 66002 Perpignan cedex.

PRESSE
Le n° 2 de la revue *Noir* (organe de L'Union régionale Méditerranée) est disponible au prix de 10 F (port compris) et 50 F l'abonnement pour 6 numéros aux adresses suivantes :
- groupe Ascaso-Durruti : 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (permanence le samedi de 15 h à 18 h) ;
- CECL : BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex ;
- groupe Région-toulonnaise (permanence du samedi après-midi) : cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, 83000 Toulon ;
- ADCL : 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice (permanences le mercredi et le samedi de 15 h à 18 h).

PRESSE
Le n° 85 (janvier 91) de *Contre Vents et Marées* est paru. Vous pouvez vous le procurer pour 5 F (50 F l'abonnement) en écrivant à l'association « Contre-Courants », la Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

CALENDRIER 1992 « ITINÉRAIRE »
La revue *Itinéraire* a édité un calendrier pour l'année 1992 en quadrichromie : quatre pages ornées d'illustrations sur R. Flores-Magón, E. Goldman, P.-J. Proudhon. En vente à la librairie du Monde Libertaire ou à commander à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles. Prix de vente : 10 F (frais de port non inclus).

BENJAMIN STORA SE PENCHE SUR LES ANNÉES ALGÉRIENNES

« La Gangrène et l'oubli »

Benjamin Stora est l'auteur de nombreux ouvrages sur la guerre d'Algérie, dont notamment une biographie de Messali Hadj et un dictionnaire biographique des militants algériens parus aux éditions l'Harmattan. Nous l'avons rencontré à propos de son dernier livre *La Gangrène et l'oubli, mémoire de la guerre d'Algérie.*

Le premier Président de la République algérienne, Ahmed Ben Bella. © AFP.

Le Monde libertaire : *Dans* La Gangrène et l'oubli *vous utilisez une méthode comparable à celle d'Henry Rousso dans* Le Syndrome de Vichy. *Y a t-il une analogie entre la mémoire de la guerre d'Algérie et la mémoire de Vichy ?*

Benjamin Stora : En effet, Vichy et la guerre d'Algérie restent les deux trous noirs de l'histoire intérieure française. Dans les deux cas, l'Etat s'est placé hors de la légalité, l'a violée et a violé « l'Etat de droit », et ce de manière flagrante. La démarche étatique est identique. Il y a, par conséquent, une analogie entre ces deux périodes : sur le rôle, le fonctionnement de l'Etat, la nature de l'Etat par rapport au droit qu'il dit énoncer.

Le Monde libertaire : *Quels moyens l'Etat a-t-il utilisé pour empêcher les mémoires de se développer ?*

Benjamin Stora : Ce n'est pas que l'Etat ait empêché les mémoires de se développer. Heureusement, l'Etat n'a pas ce pouvoir d'abolir les mémoires. Il a, par contre, la possibilité de pratiquer l'occultation, d'empêcher que les « secrets » ne soient divulgués, en bloquant, par exemple, l'ouverture des archives.

Le Monde libertaire : *Comment se fait-il qu'il y ait eu tant de silence du côté français et tant de commémorations du côté algérien ?*

Benjamin Stora : Une évidence s'impose : les Algériens ont gagné la guerre. Il est aussi évident qu'une guerre gagnée est commémorée, alors qu'il est rare de voir un pays vaincu commémorer une guerre perdue. Mais par delà les évidences, il y a eu en France un silence. Encore faudrait-il s'entendre sur le terme « silence ». Il y a eu une volonté de parler de la part des principaux acteurs de ce conflit. Mais ils ont été réduits au silence, ceci pour deux raisons : la première est que l'Etat a refusé de reconnaître la moindre culpabilité dans la conduite de cette guerre ; la seconde, que les lobbies se sont imposés et se sont appropriés la mémoire de cette guerre. D'un côté, les partisans de l'Algérie française - très majoritaires - partisans d'une Algérie heureuse, brisée par le fanatisme musulman algérien. De l'autre, certains partisans du FLN, voyant l'indépendance comme une révolution possible. Les uns comme les autres se sont appropriés la mémoire de la guerre d'Algérie, sur le modèle de la Seconde Guerre mondiale en produisant des stéréotypes. D'où l'impossibilté de parler des harkis, des affrontements entre Algériens en France, d'évoquer la possibilité de solidarité entre Algériens et Français. En dehors de l'OAS et du FLN, il n'y avait rien. Ceux qui refusaient l'enfermement dans ce choix ne pouvaient s'exprimer.

Le Monde libertaire : *Après la diffusion télévisée de l'émission* Les Années algériennes, *le bruit a couru que vous vouliez faire passer la guerre franco-algérienne comme deux guerres civiles. Qu'en pensez-vous ?*

Benjamin Stora : Il y a eu une guerre franco-algérienne évidente. Les Algériens aspiraient à l'indépendance politique. Avec les auteurs de la série, nous avons posé d'emblée cette évidence. Historiquement, c'est incontestable, mais répéter les évidences pendant des dizaines d'années ne suffit pas. Des acteurs se sont engagés dans cette guerre ; il faut comprendre leurs motivations, leurs démarches. C'est la tâche de l'historien de comprendre et éclairer ce qui s'est réellement passé. Dans l'axe central de la guerre franco-algérienne, deux guerres civiles se sont développées. Il ne sert à rien de les nier. La guerre franco-française a été réelle. L'appareil d'Etat s'est fracturé : crise et guerre entre les barbouzes gaullistes et l'OAS, cassures à l'intérieur de l'armée, au sein de l'Etat, qui n'a pu se ressaisir que par la mise en place d'un pouvoir exécutif fort, contraignant le mouvement ouvrier au silence. Du côté algérien, le FLN, pour exister comme parti hégémonique, s'est attaqué à ses concurrents. D'autres organisations nationalistes, dont on ignore tout, ont existé. Pourquoi les garder sous silence ?

« Une évidence s'impose : les Algériens ont gagné la guerre. »

Le Monde libertaire : *L'exemple le plus flagrant est Melouza ?*

Benjamin Stora : Il n'y a pas que Melouza. Le FLN a eu le mérite historique de grouper les Algériens derrière lui pour parvenir à l'indépendance, face à la violence de l'Etat colonial. Mais au prix de terribles affrontements, qui ont fait des milliers de morts. Il y a eu en 1956-1957 de véritables combats en Kabylie. Il ne faut pas oublier non plus ce qui s'est passé dans les maquis avec les communistes et les berbéristes (ceux-ci pensaient que la langue berbère pouvait être une composante de la langue nationale). Leurs positions n'avaient pas droit de cité, d'exister au sein du FLN. La tâche de l'historien est de montrer cela, et d'entrer dans les situations complexes de l'époque.

D'autres révolutions ont donné l'exemple que l'histoire n'est pas simple. En Espagne, il n'y avait pas que les républicains contre les fascistes. Il y eut des affrontements dans le camp républicain entre les staliniens (partisans du parti unique) et les anarchistes et les poumistes. La tragédie de la révolution espagnole s'explique en grande partie par ses divisions, ses affrontements. De la même manière, la révolution algérienne ne se réduit pas à un combat franco-algérien. Il a fallu aussi une guerre civile algéro-algérienne pour en venir à la situation que l'on connaît.

Le Monde libertaire : *Dans la presse algérienne, après votre série télévisée, vous avez été accusé de servir le sionisme international.*

Benjamin Stora : C'est un type de discussion détestable. Ce sont des accusations infamantes. Je fais mon travail. Que l'on me réponde sur le terrain des faits. Melouza, les crimes de l'armée française, est-ce vrai ou faux ? Le reste n'est que stratégies idéologiques de légitimation des pouvoirs. Les pratiques et les logiques de bouc émissaire ne m'intéressent pas.

Le Monde libertaire : *Certains anticolonialistes ont affirmé : « Soutien inconditionnel au FLN ! ». Quel est votre avis ?*

Benjamin Stora : La question du soutien aux mouvements de libération nationale est une discussion qui se tenait à l'époque. Dès 1955-1956, il y a eu des affrontements entre les différents groupes pour savoir s'il fallait désigner telle ou telle organisation comme seule interlocutrice. Des groupes comme Socialisme ou Barbarie et les anarchistes, à l'époque, étaient partisans de la solidarité critique. Leur position pour l'indépendance ne signifiait pas qu'il fallait reconnaître un parti comme unique représentant du peuple algérien. Ils ont été extrêmement minoritaires. Les organisations satellites de la SFIO et du PCF n'avaient qu'une obsession : la recherche d'un interlocuteur acceptable. Le FLN est devenu l'interlocuteur avec lequel il fallait négocier.

Le Monde libertaire : *Ce type de schéma n'en rappelle-t-il pas d'autres de type stalinien ?*

Benjamin Stora : Les années 50 restent celles du modèle stalinien de parti unique, bien qu'ébranlé par Budapest en 1956. Dans toutes les révolutions de ce moment, il y a eu ce genre de débat. Dans la révolution russe, il y a eu le débat autour de Kronstadt : fallait-il liquider les marins révoltés contre le pouvoir central ? De même pour l'Espagne ou l'Algérie. La discussion renvoie toujours aux « nécessités objectives ». Elles font toujours loi. Or, on s'aperçoit qu'en faisant l'économie du pluralisme, de la démocratie ouvrière, de la libre expression, on perd du temps ; et la société finit toujours par vouloir se venger.

Propos recueillis par Sylvain Eischenfeld (groupe Flores-Magón - Paris 13e)

N. B. : *La Gangrène et l'oubli*, Benjamin Stora, éd. La Découverte. Prix : 125 F. En vente à la librairie du Monde libertaire.

Librairie de l'Union locale FA : « La Plume Noire » 15, rue Rivet, 69001 Lyon.
Jours d'ouverture :
- mercredi de 14 h à 19 h ;
- jeudi et vendredi de 15 h à 19 h ;
- samedi de 14 h à 19 h.

SOMMAIRE

PAGE 1 : Avec Cresson c'est l'exclusion, Le gouvernement fabrique des chômeurs.
PAGE 2 : Le gouvernement fabrique des chômeurs (suite de la « une »)
PAGE 3 : Edito, Charlatanerie et blagues lamentables, Echos de presse.
PAGE 4 : Communiqué FA, SCALP, Contre tous les racismes..., La gauche ne nous protège pas du fascisme.
PAGE 5 : La démocratie ne nous protège pas du fascisme, Le dessin de la semaine, Dire tout haut ce que l'on pense tout bas, Associations, Nouvelles du front.
PAGE 6 : L'odyssée du bateau de la paix des femmes, Halte au blocus contre le peuple irakien
PAGE 7 : Ciné sélection : Marée haute, Traits de plume autour du totem, « La condition de la femme dans l'islam » de Mansour Fahmy.
PAGE 8 : « La Gangrène et l'oubli »... interview de Benjamin Stora, Infos FA.